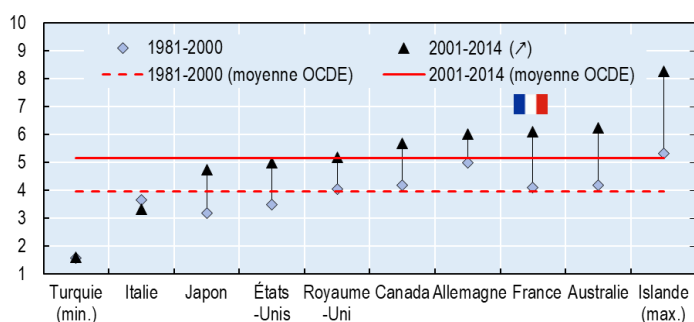




L'édition 2019 de *Panorama de la société* examine le bien-être social et ses tendances au sein des pays de l'OCDE. On y trouve un chapitre spécialement consacré aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT): combien sont-elles, comment s'en sortent-elles sur le plan économique et en terme de bien-être, et quelles politiques peuvent améliorer leur inclusion. Cette édition comprend également une section spéciale basée sur l'enquête 2018 de l'OCDE intitulée *Des risques qui comptent*, sur la perception de la population en matière de risques sociaux et économiques et sur la façon dont elle pense que les gouvernements gèrent ces risques. Elle comprend également 25 indicateurs liés au contexte général, à l'autonomie, l'équité, la santé et la cohésion sociale.

Fig.1. Malgré des améliorations, l'acceptation de l'homosexualité reste limitée



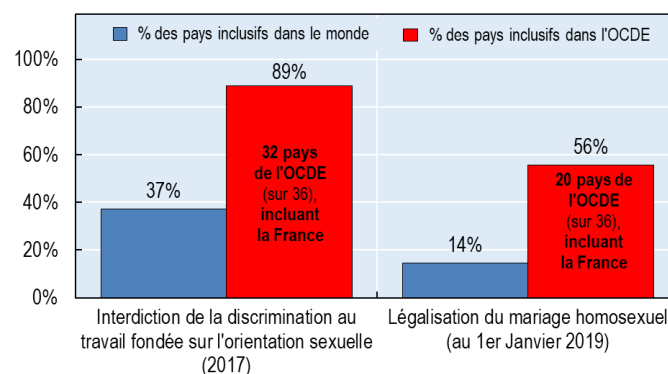
Note: L'acceptation de l'homosexualité est mesurée sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'homosexualité n'est jamais justifiable et 10 signifie qu'elle l'est toujours.
Source: [Figure 1.6 de Panorama de la société 2019].

UN ECLAIRAGE SUR LES PERSONNES LGBT

La France est l'un des 15 pays de l'OCDE qui ont inclus une question sur l'auto-identification en tant qu'hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel dans au moins une de leurs enquêtes nationales représentatives. D'après l'Enquête "Contexte de la Sexualité" conduite par l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales, la proportion de personnes LGB en France s'élevait à 1.8% en 2006. Dans les autres pays de l'OCDE où des estimations issues de différents cycles d'enquête sont disponibles, la part de personnes LGB a augmenté de 50% dans la dernière décennie [Figure 1.4 de la publication de l'OCDE *Society at a Glance 2019*]. Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années puisque les jeunes générations sont plus susceptibles de révéler leur appartenance à la population LGB. Comme la plupart des autres pays de l'OCDE, la France ne collecte pas encore d'information sur la proportion de personnes transgenres au sein de la population adulte.

Les attitudes à l'égard des personnes LGBT s'améliorent partout dans le monde et sont systématiquement plus positives dans les pays de l'OCDE qu'ailleurs. Il reste toutefois beaucoup de progrès à accomplir. La France affiche une performance légèrement supérieure à la performance moyenne des pays de l'OCDE concernant l'acceptation de l'homosexualité : les Français obtiennent une note de six sur une échelle de 1 à 10, soit un point de plus que la moyenne

Fig.2. Il reste encore beaucoup à faire avant que les minorités sexuelles et de genre ne soient pleinement reconnues sur le plan juridique



Source: [Figure 1.18 de Panorama de la société 2019].

des pays de l'OCDE [Fig.1 ci-dessus]. Cependant, seule une minorité de Français (36%) accepterait qu'un enfant s'habilte et s'exprime comme un enfant de l'autre sexe [Figure 1.8, Panel B].

La faible acceptation des personnes LGBT les expose à la discrimination. Les données d'enquête représentatives révèlent que les personnes LGBT sont pénalisées en termes de taux d'emploi et de revenus du travail [Figure 1.12]. Les données issues d'expériences aléatoires confirment que cette pénalité reflète en partie une discrimination sur le marché du travail: à CV égal, les candidats homosexuels sont 1.5 fois moins susceptibles d'être invités à un entretien d'embauche que les candidats hétérosexuels, lorsque leur orientation sexuelle est signalée via leur engagement bénévole ou leur expérience professionnelle dans une organisation gay et lesbienne [Figure 1.13].

Une variété de politiques peut améliorer l'inclusion des personnes LGBT. La visibilité des personnes LGBT et de leurs désavantages dans les statistiques nationales est indispensable à leur intégration, ce qui suggère que la France pourrait collecter des informations sur l'orientation sexuelle de manière régulière, et dans le cadre d'un éventail plus large d'enquêtes comme l'Enquête emploi ou le Recensement de la population. La France pourrait également commencer à recueillir des informations sur l'identité de genre.

Interdire légalement la discrimination à l'encontre des personnes LGBT et leur garantir l'égalité de droit est également essentiel pour améliorer leur situation. La France peut se prévaloir de son bilan concernant les droits des personnes LGBT : elle figure parmi les 32 pays de l'OCDE qui interdisent la discrimination dans l'emploi fondée sur l'orientation sexuelle, et parmi les 20 pays de l'OCDE qui ont légalisé le mariage homosexuel [Fig.2 ci-dessus].

Enfin, tout programme d'action visant à améliorer l'intégration des personnes LGBT doit inclure un volet éducatif pour former les individus à lutter contre leurs biais inconscients. Les données sur l'impact de ce type d'interventions montrent qu'elles peuvent être très efficaces, même lorsqu'elles sont courtes.

L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* suggère que les Français sont inquiets pour leur sécurité financière

Les Français sont inquiets pour leur sécurité financière, à court et à long terme. Environ 51% des Français déclarent que joindre les deux bouts est l'une des trois principales préoccupations au cours des deux prochaines années [Figure 3.1], et 67% des personnes interrogées considèrent la sécurité financière des personnes âgées comme l'une des trois principales préoccupations au-delà de la prochaine décennie [Figure 3.2].

Face à ces préoccupations, de nombreux Français doutent de leur capacité à obtenir de l'aide du gouvernement. Seulement 17% des Français pensent pouvoir facilement accéder aux prestations publiques s'ils en avaient besoin, contre une moyenne de 20% dans l'ensemble des pays [Figure 3.3].

Les Français ont ce sentiment alors même que la France dispose de l'un des plus grands filets de sécurité sociale au monde (en termes de dépenses par habitant et en pourcentage du PIB). Près de la moitié des Français souhaitent que le gouvernement fasse davantage pour assurer leur sécurité économique et sociale [Figure 3.6].

APERÇU DES AUTRES INDICATEURS SOCIAUX

Système de protection sociale étendu

La France présente le taux de dépenses sociales publiques le plus élevé de l'OCDE à 31% du PIB [Figure 6.10]. Les dépenses moyennes dans les pays de l'OCDE étaient d'un peu plus de 20% en 2018. La France a également le troisième taux de couverture le plus élevé pour les prestations sociales en espèces : plus de 12% de toutes les personnes en âge de travailler ont reçu des prestations sociales en espèces en 2017, le double de la moyenne OCDE [Figure 6.7].

Les inégalités de revenus et la pauvreté sont légèrement plus faibles en France que pour la moyenne OCDE. Environ 8% de la population française vit sous le seuil de pauvreté, comparé à une moyenne OCDE de 12% [Figure 6.4]. Tandis que 14% des jeunes français (18-25 ans) sont pauvres, ceci est le cas de 3% des personnes âgées (plus de 65 ans)

[Figure 6.6]. Le système de protection sociale français joue un rôle important pour amortir les inégalités et la pauvreté.

Faible mobilité sociale

La mobilité sociale est relativement faible en France. Considérant le niveau actuel de mobilité inter-générationnelle, il faudrait en moyenne six générations pour que les enfants d'une famille située dans les 10% les plus pauvres de la distribution des revenus atteignent le revenu moyen en France [Figure 6.3]. La moyenne dans les pays de l'OCDE est d'environ quatre générations et demie.

Conditions de logement

Plus d'un ménage français sur trois (35%) loue son logement, ce qui représente une part relativement élevée parmi les pays de l'OCDE (neuvième rang) [Figure 6.13]. Environ un ménage à faible revenu sur cinq consacre plus de 40% de son revenu disponible au loyer, contre plus d'un sur trois dans les pays de l'OCDE en moyenne. Cependant cette part s'élève à plus de un sur quatre pour les propriétaires à faible revenu avec emprunt [Figure 6.14].

Cohésion sociale

La confiance dans le gouvernement est inférieure à la moyenne OCDE (32% contre 43%) [Figures 8.4] et plus des deux tiers de la population française (65%) perçoivent la corruption dans leur gouvernement, contre 56% en moyenne dans les pays de l'OCDE [Figures 8.6]. Par contre, le taux de participation aux élections de 2017 (68%) était proche de la moyenne de l'OCDE de 65% [Figure 8.10]. Les Français ont tendance à faire davantage confiance à la police locale et à l'armée qu'au gouvernement national : 84% et 87% respectivement, des pourcentages considérablement plus élevés que dans les pays de l'OCDE en moyenne.

Usage d'internet

En 2018, 88% de la population adulte avait accès à Internet en France, un peu au-dessus de la moyenne de l'OCDE (86%). Cependant, si l'adoption de l'internet par les jeunes est presque universelle en France (97%), elle reste relativement faible chez les personnes de 55 à 74 ans (74%). La part des adolescents qui déclarent avoir été victimes de cyber intimidation par des messages ou des images est plus faible en France (8%) que dans la plupart des pays de l'OCDE (14%) [Figure 8.15].

Contact:

OCDE, Division des politiques sociales, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales @OECD Social

Marie-Anne Valfort +33 (0)1 45 24 98 65

Marie-Anne.VALFORT@oecd.org